

Appel à contribution pour un Dossier de la revue *Sociologies*

Titre : Universités: l'égalité hommes/femmes à l'heure de l'excellence

Coordonné par Farinaz Fassa, Martin Benninghoff, Delphine Gardey et Sabine Kradolfer

Ce Dossier de la revue *Sociologies* vise à comprendre les fondements normatifs des politiques d'égalité/de diversité mises en place dans le monde académique pour combattre les inégalités de carrière entre les femmes et les hommes et leurs conséquences pour les sujets qui participent à différents titres à la production des savoirs.

Max Weber (2003) se posait déjà la question de savoir comment se conjuguent « savant et politique » dans le monde de la production des savoirs. Il concluait que seules certaines personnalités étaient susceptibles de faire carrière dans le monde académique, les autres se trouvant en marge de par leurs appartenances sociales. Depuis, les travaux sur l'accumulation des avantages et désavantages se sont multipliés (Merton 1968, Rossiter 1993) et la sociologie des professions et de la formation a largement documenté les inégalités d'accès aux postes professoraux dans les universités, notamment en relation avec le genre (Gardey 2005) ; elle a aussi mis en évidence les transformations qui agitent le monde académique et créent des conditions de précarité accrue pour les jeunes chercheurs et chercheuses, mais bien peu de travaux ont interrogé les liens entre politiques d'égalité et transformations des conditions de production des sciences dans les universités.

Comme d'autres institutions de formation, les institutions académiques sont de plus en plus soumises à des processus concurrentiels qui ont pour effet de favoriser la réussite individuelle et qui peuvent déstabiliser les modes de régulations plus collectives. Qu'il s'agisse des *rankings* utilisés dans le champ de l'enseignement supérieur -- tel le classement de Shanghai --, de la publication des résultats par établissement ou des hiérarchies construites par la diffusion des résultats de l'enquête PISA, l'excellence et l'efficacité constituent des points de focalisation (des objectifs, des stratégies) des politiques menées dans ces champs. Ces politiques ont pour effet, selon certains auteur.e.s (Bruno, Clément et Laval 2010), d'aggraver les inégalités entre les universités (p.ex. du Sud et du Nord), entre les établissements scolaires situés dans des zones privilégiées ou dans les « quartiers », entre les étudiantes et les étudiants et entre les nanti.e.s et les plus modestes. Parallèlement à ces processus, les interventions des gouvernements en faveur de l'égalité se multiplient, tout au moins dans les discours, et une place de plus en plus grande est faite aux politiques d'égalité et de diversité dans l'enseignement supérieur. Il y aurait ainsi à la fois la mise en place de réformes pouvant conduire, par le biais de l'excellence, à renforcer les inégalités dans le champ académique et de politiques cherchant à réduire des inégalités de genre. Cette tension est au cœur de cet appel à contribution.

Les études des mutations actuelles du champ académique – internationalisation des institutions académiques, autonomisation des universités, massification des effectifs étudiants, mise en compétition internationale des cursus et des chercheur.e.s, déploiement d'une nouvelle culture gestionnaire et de l'excellence visant à quantifier et formaliser la qualité scientifique (Bèzes et al 2011 ; Musselin 2009) – prennent peu ou pas en compte la féminisation des différentes catégories d'enseignant.e.s-chercheur.e.s et les actions volontaristes des Etats ainsi que des institutions académiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment face aux carrières académiques.

Comme l'a montré Bacchi (1999), la « représentation du problème à traiter » contribue à moduler des politiques publiques spécifiques. Ces dernières peuvent aboutir à une redéfinition du problème comme celui du gaspillage des talents, notamment féminins dans le monde académique (Garfoth et Kerr, 2009) dans un contexte qui privilégie pourtant l'efficacité. Il s'agit, dès lors, d'interroger les cadrages proposés au débat, de même que les acteurs et les actrices impliqués qui varient selon les contextes nationaux et contribuent à définir de manières différentes les objectifs de ces politiques (Lombardo, Meier et Verloo, 2012). Pour certains auteurs, flexibilité et productivité favoriseraient, notamment, l'augmentation du nombre de femmes parmi le corps des enseignant.e.s-chercheur.e.s. Pour d'autres, la mobilisation des sujets féminins vise au contraire à accroître les performances de l'institution, cédant la place à un nouveau « travailleur idéal » (Acker 1992) en milieu académique, un.e chercheur.e devenu l'entrepreneur.e de sa propre carrière (Benninghoff 2011). Ainsi, les politiques traduisent parfois des avancées en direction de la parité de participation (Fraser, 2005) mais ont parfois pour conséquence de transformer les sujets auxquelles elles s'adressent. Elles se trouvent alors exclure celles et ceux qui appartiennent à des groupes faisant l'objet de dominations multiples et possiblement cumulatives (de classe, sexe ou « race » ; du fait de leurs trajectoires migratoires, de l'âge, du handicap ou de l'orientation sexuelle) (Jacquot, 2014).

Aborder la question des politiques d'égalité dans l'enseignement supérieur à l'heure de l'excellence permettrait donc de rendre compte des processus et dispositifs de politisation et de dépolitisation visant à co-produire un nouvel éthos scientifique (Fusulier et Rio Carral 2012), dont les dimensions de genre, souvent invisibilisées, sont pourtant importantes (Fassa 2014 ; van den Brinck 2012).

Nous attendons des contributions qui partent de recherches empiriques, originales et récentes. Les contributions devront rendre compte des évolutions des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes depuis leurs premières formulations, mais aussi redonner place aux contextes et aux jeux d'échelles dans lesquels se construisent les problèmes publics et les politiques elles-mêmes (Boussaguet et Jacquot 2009). Les études de cas qui prennent en compte les types d'architecture étatique et leurs conséquences sur la définition des politiques d'égalité dans le monde académique (Hausman, Sawyer et Vickers 2010), l'analyse des cadrages discursifs et leurs participations à la définition du problème de même que les études historiques qui mettent au jour les changements des fondements normatifs de ces politiques sont bienvenues.

CALENDRIER

Les contributions attendues ne devront pas dépasser 35'000 signes.

Envoi d'un résumé d'une page aux responsables du numéro : 31 mars 2016

Réponse des responsables : 30 avril 2016

Envoi du texte complet : 15 septembre 2016

Envoi de la contribution éventuellement révisée : 15 décembre 2016

Publication prévue : automne 2017

L'acceptation du résumé d'une page ne signifie pas que l'article final sera accepté.

Coordonnées des responsables :

farinaz.fassarecrosio@unil.ch

Martin.Benninghoff@unil.ch
delphine.gardey@unige.ch
Sabine.KradolferMorales@unil.ch

Références citées

- Bacchi, C. (1999). *Women, Policy and Politics. The construction of policy problems*. London and California : SAGE.
- Benninghoff M. (2011), "Publish or perish!" : la fabrique du chercheur-entrepreneur. *Carnets de bord*, 17, pp. 47-57.
- Bezes, P., Demazière, D., Le Bianic, T., Paradeise, C., Normand, R., Benamouzig, D., ... Evetts, J. (2011). New Public Management et professions dans l'État: au-delà des oppositions, quelles recompositions? *Sociologie du Travail*, 53(3), 293–348.
- Boussaguet, L., & Jacquot, S. (2009). Mobilisations féministes et mise à l'agenda de nouveaux problèmes publics. *Revue Française de Science Politique*, 59(2), 173–181.
- Bruno, I., Clément, P., & Laval, C. (2010). *La grande mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe (Syllepses)*. Paris.
- Fassa, F. (2014). Excellence and gender: playing the game of scientific excellence or being played by the game? The Swiss example. *Equality, Diversity and Inclusion: An International Journal*, 1–24.
- Fraser, N. (2005). *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*. Paris: La découverte (textes à l'appui).
- Fusulier, B., & del Rio Carral, M. (2012). *Chercheur-e-s sous haute tension!* Louvain: UCL, Presses Universitaires de Louvain.
- Gardey, D. (2005). La part de l'ombre ou celles des lumières? Les sciences et la recherche au risque du genre. *Travail, Genre et Société*, 14(2), 31–47.
- Garforth, L., & Kerr, A. (2009). Women and Science: What 's the Problem?, 379–403.
- Hausman, M., Sawyer, M., & Vickers, J. (2010). *Federalism, Feminism and Multilevel governance*. Enland/USA : Ashgate.
- Jacquot, S. (2014). *L'égalité au nom du marché? Emergence et démantèlement de la politique européenne d'égalité entre les femmes et les hommes*, Bruxelles : P.I.E. Pie.
- Lombardo, E., Meier, P., & Verloo, M. (2012). Stretching and bending gender equality. A discursive approach. In E. Lombardo, P. Meier, & M. Verloo (Eds.), *The Discursive Politics of Gender Equality. Stretching, bending and policymaking*. London and NY: Routledge.
- Merton, R. K. (1968). The Matthew Effect in Science, 159(3810), 56–63.
- Musselin, C. (2009). Les réformes des universités en Europe: des orientations comparables, mais des déclinaisons nationales. *Revue Du MAUSS*, 1(33), 69–91.
- Rossiter, M. W. (1993). The Matthew Matilda Effect in Science. *Social Studies of Science*, 23(2 (May, 1993)), 325–341.
- van den Brink, M., & Benschop, Y. (2012). Gender practices in the construction of academic excellence: Sheep with five legs. *Gender and Organization*, 19(July), 507–524.
- Weber, M. (2003). (1917, 1919) *Le savant et le politique*. Paris: La découverte, poche (Sciences humaines et sociales).